

Index AI : PRE01/219/2011
21 April 2011

Amnesty International exhorte les autorités syriennes à s'abstenir de réprimer les manifestations du « Grand vendredi »

Les autorités syriennes ne doivent pas recourir à la violence en réaction aux manifestations de masse devant se dérouler à travers le pays vendredi 22 avril, a souligné Amnesty International à la veille de la manifestation du « Grand vendredi », dont Facebook a favorisé l'organisation.

« Il est impératif que le maintien de l'ordre lors de ces actions de protestation se fasse avec intelligence et sensibilité, et en conformité avec le droit international, afin d'éviter de nouvelles effusions de sang dans les rues de Syrie », a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

« Les manifestations du " Grand vendredi " pourraient être les plus suivies à ce jour. Si les forces gouvernementales recourent aux mêmes tactiques extrêmement violentes qu'elles emploient depuis plus d'un mois, les conséquences pourraient être dramatiques. »

Des manifestations non violentes en faveur de la liberté devraient avoir lieu à travers le pays, et notamment à Damas, Deraa, Homs et Baniyas, villes dans lesquelles des manifestants ont été tués par des membres des forces de sécurité ces dernières semaines.

Plus de 228 personnes sont déjà mortes dans le contexte de la répression des manifestations, qui ont débuté le 15 mars et ont depuis essaimé alors que les Syriens devenaient de plus en plus nombreux à descendre dans la rue pour exprimer leurs doléances.

Mardi 19 avril, huit manifestants ont été abattus par les forces de sécurité tandis qu'ils participaient à un sit-in pacifique dans la ville de Homs.

Bachar el Assad, le président syrien, vient de promulguer un décret législatif mettant enfin un terme à l'état d'urgence répressif en vigueur dans le pays de manière continue depuis 1963, soit 48 ans.

« La levée de l'état d'urgence, synonyme de répression et de violations des droits humains pendant tant d'années, est une mesure positive même si elle a beaucoup tardé », a ajouté Malcolm Smart.

« Mais c'est vendredi 22 avril que la sincérité du gouvernement sur le terrain des réformes sera mise à l'épreuve. Il ne faut pas que de nouvelles personnes soient abattues dans la rue simplement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et de réunion. »